

Accord interprofessionnel national

**IDCC : 1793. – FONDS D'ASSURANCE FORMATION DES SALARIÉS,
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
(6 juillet 1972)**

**AVENANT DU 6 JANVIER 2015
À L'ACCORD DU 6 JUILLET 2011
RELATIF À L'OPCA AGEFOS PME**

NOR : ASET1550292M

Convention du 6 juillet 1972, constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME, AGEFOS PME, modifiée les 22 juin 1973, 9 avril 1974, 30 juillet 1979, 25 janvier 1985, 10 juillet 1992, 30 novembre 1993, 13 février 1995, 25 mai 1998 et 24 février 2006, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Les dispositions de l'accord du 6 juillet 2011 relatif à l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME sont ainsi modifiées :

PRÉAMBULE

Les parties contractantes, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires ou ayant adhéré à la convention du 6 juillet 1972 constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME, AGEFOS PME modifiée, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, pour la partie salariée.

Considérant :

1. Le rôle déterminant des TPE-PME françaises et de leurs salariés dans l'économie nationale, notamment du fait de leur rôle en matière de création d'emploi et de développement territorial ;
2. Les caractéristiques particulières de ces TPE-PME, liées à leurs effectifs et à leur organisation, au regard de l'application des dispositions du livre III de la sixième partie du code du travail, intégrant notamment les dispositions de la loi du 5 mars 2014, qui nécessitent de leur apporter une aide :
 - sur un plan général, pour mettre en œuvre, y compris dans la dimension territoriale, des dispositifs de formation professionnelle et des services de proximité adaptés à leur situation ;
 - sur un plan plus spécifique, pour réaliser les actions de formation professionnelle continue au profit de leurs salariés, particulièrement dans le cadre du plan de formation et soutenir l'investissement formation dans les TPE-PME ;
3. La nécessité, pour répondre aux besoins de ces TPE-PME et de leurs salariés en matière de qualification :
 - de favoriser l'accès des salariés à la formation tout au long de leur vie professionnelle, en particulier à l'intention des personnes peu ou pas qualifiées ;
 - de développer la professionnalisation, tant celle des jeunes que celle des salariés expérimentés ;
 - de faciliter la mise en œuvre du compte personnel de formation ;

4. L'importance d'une politique de complémentarité entre les objectifs des branches professionnelles et ceux applicables sur le territoire en s'appuyant, en tant que de besoin, sur le croisement des politiques d'emploi et de formation définies au plan national avec les priorités liées aux besoins territoriaux ;

5. L'intérêt, dans le cadre du paritarisme, de développer AGEFOS PME comme acteur majeur du système de formation professionnelle au service des TPE-PME et de leurs salariés ;

Ce qui implique pour AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, en prenant en compte les réalités territoriales, grâce à son organisation déconcentrée, et celles des branches professionnelles intégrées en son sein, de réaliser les objectifs suivants :

- répondre, sur l'ensemble du territoire national, de façon souple et efficace, aux besoins des entreprises adhérentes et aux aspirations et droits de leurs salariés en matière de formation tout au long de la vie professionnelle, en développant notamment dans l'OPCA la solidarité interprofessionnelle, interrégionale et interbranches ;
- mettre à la disposition des entreprises adhérentes et de leurs salariés un large éventail d'actions de formation et autres actions, en particulier celles relatives à l'information, la sensibilisation et le conseil et en assurer le financement ;
- développer, notamment à travers le plan de formation, dans une optique de professionnalisation, les actions de formation des salariés des entreprises de moins de 300 salariés avec une attention spécifique pour celles de moins de 10 salariés ;
- assurer aux entreprises adhérentes considérées en tant que communautés de travail, tout particulièrement auprès des TPE-PME, un rôle de conseil dans un cadre de proximité ;
- accompagner les entreprises adhérentes dans l'accomplissement de leurs obligations de formation professionnelle et la gestion des moyens financiers qu'elles doivent y consacrer ;
- favoriser au sein des entreprises une meilleure concertation entre les dirigeants et les représentants des salariés, ou à défaut les salariés eux-mêmes, sur l'utilisation des fonds et le choix des actions de formation et autres actions ;
- faciliter la mise en œuvre, en fonction des objectifs généraux énoncés et sous l'égide du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, la politique de formation des branches professionnelles intégrées en son sein ;
- fournir aux employeurs, aux salariés ainsi qu'à leurs représentants l'information facilitant les choix en matière de formation leur permettant de mieux connaître, en même temps que leurs droits et leurs devoirs, les conditions d'utilisation des services de l'AGEFOS PME ;
- favoriser l'insertion, la réinsertion et la qualification professionnelles, en particulier des jeunes, ainsi que la sécurisation des salariés dans leur parcours professionnel, à travers les dispositions légales et contractuelles en vigueur, notamment le contrat de professionnalisation et les outils nouveaux créés par les partenaires sociaux (POE, contrat de sécurisation professionnelle, compte personnel de formation...) ;

Considérant enfin l'obligation de procéder, au regard des nouvelles dispositions légales et réglementaires, aux adaptations nécessaires et à la mise en conformité des textes régissant AGEFOS PME,

conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ et objet de l'OPCA AGEFOS PME

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, est un organisme paritaire collecteur agréé dont le champ d'intervention est national et interprofessionnel, comprenant les départements et territoires d'outre-mer.

Il intègre par ailleurs des branches professionnelles ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions à la formation professionnelle de leurs entreprises.

Il a pour objet, sous la responsabilité d'un conseil d'administration national paritaire :

1. De percevoir et de gérer :
 - les contributions légales obligatoires visées aux articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail, versées par les entreprises ;
 - les contributions supplémentaires, de nature conventionnelle ou volontaire, visées à l'article L. 6332-1-2 du code du travail, ayant pour objet le développement de la formation professionnelle continue, versées par les entreprises ;
 - les versements des entreprises visées à l'article L. 6242-1 du code du travail donnant lieu à exonération de la taxe d'apprentissage ; les sommes ainsi reçues donnant lieu à reversement aux établissements autorisés à les recevoir ;
 - le cas échéant, les contributions conventionnelles résultant d'accords de branches professionnelles destinées à financer le paritarisme dans ces branches.
2. D'intervenir dans la préparation, l'exécution et le contrôle des actions de formation visées à l'article L. 6353-1 du code du travail et les autres actions financées visées à l'article L. 6332-1-2 du code du travail ayant pour objet le développement de la formation professionnelle continue et qui peuvent être prises en charge par l'OPCA grâce aux contributions supplémentaires de nature conventionnelle ou volontaire ;
3. De définir et mettre en œuvre, en fonction :
 - des objectifs généraux énoncés dans le préambule ;
 - des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment la loi du 5 mars 2014, une politique de formation :
 - répondant aux besoins des entreprises adhérentes et des branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires au sein de l'AGEFOS PME ;
 - contribuant par là au développement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage auprès de ces entreprises adhérentes et des branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires au sein de l'AGEFOS PME ;
 - favorisant la sécurisation des salariés dans leur parcours professionnel en leur permettant de développer leurs compétences et leur qualification ;
4. D'assurer un service de proximité, plus particulièrement au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises et de leurs salariés au travers :
 - de l'information, de la sensibilisation et de l'accompagnement des entreprises adhérentes dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
 - de la fourniture aux entreprises d'outils leur permettant d'appréhender les nouveaux dispositifs, notamment l'entretien professionnel ;
 - de l'appui aux entreprises adhérentes pour qu'elles intègrent leur projet de formation et de qualification dans leur processus de développement économique et social ;
 - de l'accompagnement des entreprises adhérentes, et plus particulièrement les TPE-PME, dans leur démarche d'anticipation des compétences, notamment à travers la GPEC grâce à des actions et des outils adaptés à leurs demandes ;
 - de la prise en charge, le cas échéant, dans les conditions fixées par le conseil d'administration national, des coûts des diagnostics externes des TPE-PME ;
 - du contrôle de la qualité des formations dispensées, conformément à l'article L. 6332-1-1 du code du travail ;

5. De contribuer au financement et à la capitalisation de l'ingénierie de certification (élaboration de référentiels, ingénierie pédagogique) et d'études et recherches intéressant la formation, notamment en réponse aux demandes formulées par les branches professionnelles adhérentes ;

6. De mettre en œuvre, dans une optique de renforcement de la prospective, des missions d'études sur l'évolution des métiers et des qualifications ; ces missions débouchant sur des préconisations d'actions aux plans sectoriel et territorial ;

7. De conduire une politique de partenariat équilibrée, tenant compte des moyens mis en œuvre par chacun des partenaires grâce à :

- la poursuite des partenariats avec les différents acteurs compétents dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi ; cela au plan national et territorial et, le cas échéant, au plan européen ;
- la mobilisation de cofinancements émanant tant des financeurs publics (Etat, conseils régionaux...) que du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels pour le pilotage et la mise en œuvre de projets spécifiques à une entreprise adhérente, à un groupe d'entreprises adhérentes, ou aux entreprises relevant de branches professionnelles adhérentes.

Article 2

Organisation de l'OPCA AGEFOS PME

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, a un caractère national et interprofessionnel.

Il intègre des branches professionnelles dans le cadre de sections professionnelles paritaires. Le cas échéant, le conseil d'administration national peut créer des établissements de gestion dédiés fonctionnant selon des modalités prévues au présent article, à l'article 9 des statuts nationaux et au règlement intérieur national.

Il est régi par les dispositions de la sixième partie du livre III du code du travail, les dispositions conventionnelles qui lui sont applicables, notamment le présent accord et ses statuts joints en annexe.

Doté de la personnalité morale, AGEFOS PME constitue, avec ses établissements de gestion dédiés et ses associations de gestion paritaires territoriales, une unité économique et sociale. Il est géré par un conseil d'administration national paritaire ainsi constitué :

- dix représentants titulaires désignés par la CGPME ;
- dix représentants titulaires désignés par les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée, devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME du 6 juillet 2011, à raison de deux représentants pour chaque organisation.

Chaque confédération syndicale de salariés représentative au plan national interprofessionnel, signataire de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, désigne un suppléant.

La CGPME désigne un nombre équivalent de suppléants.

Le rôle et les missions des suppléants sont précisés dans le règlement intérieur national.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'OPCA. Il est seul habilité à intervenir, paritairement, au nom de l'OPCA auprès des pouvoirs publics sur les plans national interprofessionnel, territorial interprofessionnel ainsi qu'auprès des branches professionnelles et à contracter, à ces différents niveaux, tout accord et convention, dont le protocole de création d'une section professionnelle paritaire.

Il peut déléguer des pouvoirs à des associations de gestion paritaires territoriales, dans le cadre de la convention de délégation dont le modèle est annexé au présent accord ; cette convention demeurant valable jusqu'à dénonciation par l'une ou l'autre des parties contractantes.

Associations de gestion paritaires territoriales

Le conseil d'administration national décide de la mise en place d'associations de gestion paritaires territoriales et de leur couverture géographique.

Ces décisions du conseil d'administration national s'inscrivent dans le cadre de la politique générale qu'il a définie afin de permettre une couverture équilibrée et cohérente de l'ensemble du territoire national.

Le conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale est constitué à parité entre les représentants régionaux des organisations signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, dûment mandatés à cet effet.

Chaque association (loi de 1901 et de 1908) prend la dénomination suivante : AGEFOS PME ... (suivie du nom du territoire couvert par l'association).

Dans le cadre de la convention de délégation, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME délègue à chaque association de gestion paritaire territoriale la capacité :

- de mettre en œuvre les décisions nécessaires à la gestion de l'association de gestion paritaire territoriale ;
- de traduire, au plan territorial sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, dans le cadre des orientations et directives définies par lui pour leur application, les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1^{er} du présent accord ;
- de contractualiser au plan territorial, sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME ;
- de collecter et répartir les fonds affectés de la taxe d'apprentissage, sans préjudice d'autres solutions, conformément à l'article L. 6242-4 du code du travail ;
- d'enclencher, le cas échéant, la procédure d'alerte territoriale.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME assure le suivi et l'évaluation des conventions de délégation conclues.

Avant décision de dénonciation de la convention de délégation, une au moins des procédures suivantes doit, selon des modalités fixées par cette convention, être utilisée :

- audit, expertise ;
- mission visant à rechercher les solutions, menée par un groupe paritaire issu du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

La dénonciation de la convention de délégation entraîne le retrait de la délégation accordée à l'association de gestion paritaire territoriale. Cette dénonciation s'effectue conformément aux dispositions figurant dans la convention de délégation.

Dans ce cas, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME se substitue de plein droit au conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale.

Les modalités fixant les conditions du retrait de la délégation ainsi que celles relatives à la procédure d'alerte territoriale sont précisées dans le règlement intérieur national.

Sections professionnelles paritaires et établissements de gestion dédiés

Dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut :

- décider la création de sections professionnelles paritaires au sens des dispositions de l'article R. 6332-16 du code du travail au sein de l'AGEFOS PME. La création de telles sections est actée à travers un protocole spécifique élaboré et validé par le conseil d'administration national de l'OPCA ;
- décider, le cas échéant, la création d'établissements de gestion dédiés à des branches professionnelles.

Les établissements ainsi créés sont placés, par nature, sous l'autorité et la responsabilité du conseil d'administration national.

Pour mettre en œuvre la politique de formation des branches professionnelles considérées, ils fonctionnent en liaison avec une ou des sections professionnelles paritaires déjà constituées au sein de l'AGEFOS PME.

Les modalités détaillées de fonctionnement de ces sections professionnelles paritaires et de ces établissements de gestion dédiés sont définies dans les statuts nationaux annexés au présent accord (art. 9 des statuts nationaux) et dans le règlement intérieur national.

Cette intégration des branches professionnelles s'inscrit dans le cadre d'une politique générale définie par le conseil d'administration national permettant d'insérer de façon cohérente et rationnelle ces secteurs et branches professionnelles dans le dispositif général d'organisation de l'AGEFOS PME.

Article 3

Adhésion à l'AGEFOS PME

Cas général : adhésion des entreprises au titre des contributions légales obligatoires et, le cas échéant, au titre des contributions conventionnelles ou volontaires

L'adhésion à l'OPCA, dénommé AGEFOS PME, concerne :

1. Les entreprises relevant d'une branche professionnelle ayant désigné par accord collectif ou ayant recommandé AGEFOS PME pour la collecte et la gestion de leur contribution légale obligatoire et, le cas échéant, conventionnelle au titre du développement de la formation professionnelle continue ;
2. Les entreprises qui relèvent d'une branche professionnelle n'ayant désigné aucun OPCA et qui décident de verser à l'AGEFOS PME leur contribution légale obligatoire au titre du développement de la formation professionnelle continue ;
3. Les entreprises et groupes, y compris ceux qui sont hors champ, ayant par accord collectif ou de groupe, au sens des dispositions de l'article L. 2232-30 du code du travail, désigné AGEFOS PME, pour le versement de leur contribution légale obligatoire et, le cas échéant, conventionnelle au titre du développement de la formation professionnelle continue.

Une convention, établie par le conseil d'administration national, précise les conditions générales d'adhésion des entreprises visées aux points 1, 2 et 3 susmentionnés.

L'ensemble de ces entreprises peut également effectuer des versements à titre volontaire à l'AGEFOS PME, conformément à l'article L. 6332-1-2 du code du travail. Ces versements donnent lieu à la signature d'une convention du même type que celle que concluent les entreprises qui adhèrent uniquement au titre des contributions volontaires (cf. Cas particulier).

Cas particulier

Adhésion des entreprises uniquement au titre de contributions volontaires

L'adhésion à l'OPCA, dénommé AGEFOS PME, concerne également toute entreprise, relevant d'une branche professionnelle ayant désigné un autre OPCA, qui peut décider d'adhérer volontairement à l'OPCA interprofessionnel, dénommé AGEFOS PME, afin de lui verser des contributions volontaires en vue notamment de bénéficier de son service de proximité.

L'adhésion de l'entreprise à AGEFOS PME fait l'objet de la signature d'une convention d'adhésion, dont le modèle est établi par le conseil d'administration national et qui peut être pluriannuelle.

Dispositions communes relatives à l'adhésion

Sauf dans le cas visé à l'article 6.2, l'adhésion peut se faire à tout moment de l'année pour une période de 3 ans renouvelable pour une même durée par tacite reconduction. L'adhésion, quelle qu'en soit la date effective, prend toujours effet rétroactivement au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Les entreprises qui ne souhaitent pas renouveler leur adhésion doivent le faire savoir au moins 3 mois avant la fin de chaque période triennale.

Elles restent engagées dans tous les effets de la convention d'adhésion jusqu'à la date de la fin de la période triennale en cours.

Article 4

Versement des contributions légales obligatoires

Toute entreprise assujettie aux contributions légales obligatoires s'engage à verser (sauf situation particulière soumise aux instances paritaires compétentes de l'AGEFOS PME) chaque année pendant la durée de l'adhésion, telle que définie précédemment, la contribution obligatoire minimum à laquelle elle est soumise en application des articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les fonds collectés au titre de la contribution légale obligatoire sont mutualisés et gérés dans des sections distinctes.

Il est ainsi créé au sein de l'OPCA cinq sections comptables :

- une section « Plan de formation » pour recevoir la part de la contribution légale obligatoire dédiée au plan de formation et la mutualiser. Cette section est subdivisée en quatre sous-sections :
- entreprises occupant moins de 10 salariés ;
- entreprises occupant de 10 à moins de 50 salariés ;
- entreprises occupant de 50 à moins de 300 salariés ;
- entreprises occupant 300 salariés et plus.

Les sommes collectées par l'OPCA au titre des sous-sections « plan de formation » des entreprises occupant de 10 à moins de 300 salariés participent au fonds spécifique de mutualisation, créé au bénéfice de ces entreprises, mentionné à l'article 10.2.

L'OPCA s'appliquera à mettre en œuvre le principe de fongibilité asymétrique descendante. Dans ce cadre, en particulier, l'OPCA pourra affecter les versements des entreprises d'au moins 50 salariés au titre du plan de formation au financement des plans de formation des entreprises de moins de 50 salariés ; les versements des entreprises de moins de 50 salariés leur restant exclusivement affectés.

Une section « Professionnalisation » pour recevoir la part de la contribution légale affectée à la professionnalisation et la mutualiser.

Une section « CPF » pour recevoir la part de la contribution légale affectée au CPF et la mutualiser.

Une section « FPSPP » pour recevoir la part de la contribution légale affectée au FPSPP et la lui reverser conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Une section « CIF » pour recevoir la part de la contribution légale affectée au CIF et la reverser conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Article 5

Versement de contributions conventionnelles

Toute entreprise relevant d'une branche professionnelle ou d'un secteur ayant décidé par accord étendu la mise en place d'une contribution conventionnelle et ayant désigné AGEFOS PME comme OPCA s'engage à verser, chaque année, cette contribution conventionnelle à AGEFOS PME en supplément de sa contribution légale.

Les fonds ainsi collectés ont pour objet le développement de la formation professionnelle continue et sont mutualisés, dès réception, au sein d'une section comptable spécifique.

Article 6

Modalités de gestion des versements volontaires

6.1. Organisation des dispositifs

Toute entreprise relevant ou non d'une convention collective nationale peut verser à l'AGEFOS PME en tant que fonds d'assurance formation des contributions volontaires au-delà de sa contribution légale obligatoire et, le cas échéant, de sa contribution conventionnelle pour bénéficier de l'offre de service de l'AGEFOS PME.

Les fonds ainsi collectés sont à disposition de l'entreprise pendant la durée de la convention d'adhésion. Les sommes non utilisées dans ce cadre sont mutualisées à l'issue de celle-ci et viennent abonder le fonds spécifique de mutualisation mentionné à l'article 10.2 ci-après, sauf renouvellement de la convention d'adhésion.

Les deux formules d'adhésion détaillées aux articles 6.2 et 6.3 ouvrent droit au fonds spécifique de mutualisation dans les conditions définies par le conseil d'administration national, pour les seules entreprises y ayant contribué.

Les conditions de gestion des sommes collectées au titre des deux formules d'adhésion (hors fonds mutualisés) ainsi que la nature des actions finançables dans ce cadre sont définies par le conseil d'administration national d'AGEFOS PME.

6.2. Adhésion volontaire « plan de formation »

Il s'agit d'une adhésion pour la gestion de tout ou partie du plan de formation. Cette adhésion vise à :

- aider l'entreprise dans la définition de ses besoins en formation, notamment au regard de ses obligations légales, y compris celles mentionnées à l'article L. 6315-1 du code du travail (état récapitulatif du parcours professionnel...) et, à cette occasion, favoriser les démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) ;
- lisser l'investissement formation de l'entreprise dans le temps et optimiser ses financements par l'accès au fonds spécifique de mutualisation selon des conditions fixées par le conseil d'administration national d'AGEFOS PME et/ou à des fonds publics ;
- alléger la tâche des entreprises dans l'accomplissement de leurs obligations administratives et dans la gestion des moyens financiers qu'elles doivent y consacrer.

L'adhésion peut être annuelle ou pluriannuelle. En tout état de cause, l'entreprise reste libre de dénoncer la convention à la fin de chaque période annuelle.

6.3. Adhésion volontaire « garantie formation »

Il s'agit d'accompagner l'entreprise et, en priorité, les TPE-PME dans le développement de leur politique de formation, au service de leur compétitivité et de la sécurisation des salariés dans leur parcours professionnel et pour répondre à leurs obligations, y compris celles mentionnées à l'article L. 6315-1 du code du travail.

L'adhésion à cette formule vise, au-delà des deux premiers services proposés dans le cadre de l'adhésion volontaire « plan de formation » :

- à garantir à l'entreprise, au regard de ses nouvelles obligations sociales, de lui permettre d'être en conformité, en particulier, vis-à-vis des états récapitulatifs des parcours professionnels des salariés ;
- à alléger sa charge administrative par la mise à disposition d'outils de gestion de la formation et lui adresser un suivi analytique de ses dépenses de formation et un historique des formations financées.

La durée de l'adhésion est obligatoirement de 3 ans, renouvelable.

Les termes et le périmètre de la « garantie formation », y compris s'agissant des obligations réciproques des parties, sont précisés par le conseil d'administration national.

Article 7

Consultation des représentants du personnel

Les adhésions et les versements annuels effectués par les entreprises au titre de la formation des salariés doivent être accompagnés du procès-verbal de la consultation de l'employeur auprès des représentants des salariés, telle que prévue par la législation et les accords en vigueur.

Article 8

Conditions de prise en charge des dépenses liées aux actions de formation et autres actions

Les modalités relatives :

- à la prise en charge par l'AGEFOS PME des dépenses y compris, le cas échéant, les rémunérations liées aux actions de formation et aux autres actions ayant pour objet le développement de la formation professionnelle ;
- au financement du fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national ainsi que des associations de gestion paritaires territoriales et des branches professionnelles intégrées dans les sections professionnelles paritaires,

sont définies par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, en conformité avec les dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Article 9

Versements de la taxe d'apprentissage et, le cas échéant, de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)

Toute entreprise relevant ou non d'une convention collective nationale peut s'acquitter du versement de la taxe d'apprentissage et, le cas échéant, de la contribution supplémentaire à l'apprentissage auprès de l'AGEFOS PME.

9.1. Règles de collecte et répartition

Les fonds collectés au titre de la taxe d'apprentissage et, le cas échéant, de la contribution supplémentaire à l'apprentissage sont gérés en sections distinctes.

Le conseil d'administration national répartit les fonds non affectés de la taxe d'apprentissage conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conseils d'administration des associations de gestion paritaires territoriales, en lien avec les besoins exprimés des TPE-PME, ainsi que, dans leur champ de compétences, les sections professionnelles paritaires peuvent proposer une répartition des fonds non affectés, au conseil d'administration national, selon les conditions définies dans la convention de délégation et le protocole de création de la section paritaire professionnelle.

9.2. Conventions-cadres de coopération

AGEFOS PME, sur décision de son conseil d'administration national, conjointement avec la CGPME et/ou une ou plusieurs branches professionnelles, organisées en sections professionnelles paritaires, peut conclure avec l'autorité administrative compétente une ou plusieurs conventions-cadres de coopération en vue de l'amélioration et de la promotion des formations technologiques et professionnelles initiales, notamment l'apprentissage.

S'agissant de la convention-cadre de coopération conclue par AGEFOS PME, avec l'autorité administrative compétente, conjointement avec la CGPME, le conseil d'administration national

de l'AGEFOS PME peut décider de confier à un opérateur spécialisé la mise en œuvre de cette convention, sous son contrôle.

Une commission paritaire issue du conseil d'administration national est chargée du suivi de cette convention-cadre. Les membres de cette commission participent au comité de pilotage de la convention-cadre de coopération avec les représentants des ministères concernés.

En cas de déclinaison territoriale de cette convention-cadre de coopération, une commission paritaire issue du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale est chargée du suivi des actions. Les membres de cette commission participent au comité de pilotage territorial avec les représentants territoriaux des ministères concernés.

Le conseil d'administration national est responsable de l'utilisation conforme et du contrôle des fonds gérés au titre de la ou des conventions-cadres de coopération.

Article 10

Politique de formation

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME détermine les principes de la politique de formation conduite par l'OPCA en conformité avec les règles légales et conventionnelles en vigueur.

Les principes ainsi définis respectent les règles et orientations formulées dans le cadre de ses missions par la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA) et par les commissions paritaires nationales des branches professionnelles ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises ressortissantes au développement de la formation professionnelle continue.

Il définit aussi les dispositions techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de ces principes, y compris en matière de mutualisation dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME évalue quantitativement et qualitativement la mise en œuvre des principes de la politique de formation de l'OPCA par les associations de gestion paritaires territoriales et par les sections professionnelles paritaires dans le respect des options définies par ces dernières.

La commission paritaire nationale d'application de l'accord est informée des travaux de cette évaluation quantitative et qualitative réalisée par le conseil d'administration national et formule les propositions qu'elle juge nécessaires.

10.1. Dispositions communes au plan de formation, à la professionnalisation et au compte personnel de formation

La définition et le suivi de la politique, actualisée chaque année, en matière de plan de formation, de professionnalisation, tel que prévu aux articles L. 6332-14 à L. 6332-16-1 du code du travail, et de compte personnel de formation sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Celui-ci peut, conformément aux termes de la convention de délégation visée à l'article 2 du présent accord, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des associations de gestion paritaires territoriales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut également, dans les conditions fixées par une convention-cadre, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux instances paritaires des sections professionnelles paritaires, en lien avec la ou les CPNEFP concernées, pour ce qui relève de leurs responsabilités financières et professionnelles spécifiques à l'activité exercée par les entreprises de leur ressort.

Dans ce cadre, les associations de gestion paritaires territoriales et les sections professionnelles paritaires présentent au conseil d'administration national de l'AGEFOS PME les dispositions d'application correspondant aux orientations générales définies par celui-ci. Elles s'engagent à en assurer la diffusion systématique auprès des entreprises adhérentes.

Les associations de gestion paritaires territoriales et les sections professionnelles paritaires appliquent toutes dispositions administratives prévues dans les conditions générales de gestion.

10.2. Plan de formation

Compte tenu des nouvelles dispositions applicables dans ce domaine découlant de la loi du 5 mars 2014, des textes réglementaires d'application et de la volonté du conseil d'administration national de soutenir l'investissement formation des entreprises, en priorité dans les TPE-PME, les mécanismes suivants seront mis en œuvre :

Entreprises de moins de 10 salariés

Afin de contribuer au développement de la formation professionnelle des salariés dans les entreprises de moins de 10 salariés et compte tenu des nouvelles possibilités d'abondement des contributions des entreprises – en la matière, par le FPSPP conformément à l'article L. 6332-21 (5°) du code du travail –, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME fixe les priorités (thèmes, publics, nature de dépenses...) et les conditions de prise en charge et d'utilisation de ces fonds, y compris en matière de mutualisation.

Sur la base des propositions des sections professionnelles paritaires, le conseil d'administration national fixe les conditions de prise en charge des actions de formation financées au titre de la section légale plan de formation moins de 10 salariés et, notamment, les règles relatives au remboursement des salaires et charges ainsi que des frais annexes.

Entreprises de 10 à moins de 50 salariés

Afin de contribuer au développement de la formation professionnelle des salariés dans les entreprises de 10 à moins de 50 salariés et compte tenu des nouvelles possibilités d'abondement des contributions des entreprises – en la matière, par le FPSPP conformément à l'article L. 6332-21 (6°) du code du travail –, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME fixe les priorités (thèmes, publics, nature de dépenses...) et les conditions de prise en charge et d'utilisation de ces fonds, y compris en matière de mutualisation.

Entreprises de 10 à moins de 300 salariés. – Fonds spécifique de mutualisation

Afin de maintenir et même de développer les actions de formation réalisées dans le cadre du plan de formation au profit des salariés des entreprises de 10 à moins de 300 salariés et le financement y afférent, le conseil d'administration national fixe les conditions de mise en place et de fonctionnement d'un fonds spécifique de mutualisation dédié à ces entreprises.

Ce fonds spécifique, outre les fonds mutualisés issus des versements au titre du plan de formation sur la masse salariale 2014 ou antérieure, est alimenté par la part de la contribution légale versée au titre du plan de formation (0,2 % de la masse salariale pour les entreprises de 10 à moins de 50 salariés et 0,1 % pour les entreprises de 50 à moins de 300 salariés) ainsi que par les sommes non utilisées à l'échéance des conventions d'adhésion au titre des versements volontaires.

Ce fonds, créé au bénéfice des entreprises de 10 à moins de 300 salariés, fonctionne dans le cadre de la fongibilité asymétrique descendante, rappelée au 10^e alinéa de l'article 4, en tenant compte du dispositif des sous-sections comptables mentionnées aux 5^e, 6^e, 7^e et 8^e alinéas de l'article 4.

Il vise en particulier à accompagner les entreprises concernées sur les territoires, ainsi que les branches professionnelles sous réserve d'un accord de branche prévoyant une contribution conven-

tionnelle, en favorisant la mise en œuvre d'actions cofinancées par les pouvoirs publics et les entreprises elles-mêmes au titre de contributions volontaires.

Entreprises de 300 salariés et plus

Pour ces catégories d'entreprises, le conseil d'administration national précise notamment les activités, services à l'entreprise et régimes de mutualisation spécifiques ouverts aux entreprises adhérentes afin, en particulier, de faciliter la mise en œuvre de versements volontaires.

10.3. Professionnalisation

La politique de formation au titre de la professionnalisation s'applique aux entreprises adhérentes en tenant compte des accords de branches professionnelles ayant désigné AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises à la formation professionnelle continue.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME définit les modalités de mutualisation dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables au niveau des associations de gestion paritaires territoriales et des sections professionnelles paritaires. Il définit celles concernant la péréquation nationale des sommes collectées.

Il donne aux associations de gestion paritaires territoriales et aux sections professionnelles paritaires toute directive portant notamment sur :

- la politique de formation au titre de la professionnalisation tenant compte de la loi du 5 mars 2014, des textes réglementaires d'application et des accords de branches professionnelles ayant désigné AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises à la formation professionnelle continue ;
- la définition et la mise en œuvre des mesures et des moyens de sensibilisation et d'information ;
- la réalisation de prévisions sur le nombre d'embauches envisagées dans le cadre du contrat de professionnalisation et sur les entreprises concernées par les contrats de professionnalisation, les périodes de professionnalisation et les préparations opérationnelles à l'emploi individuelles et collectives ;
- la promotion de la mission du tuteur ou maître d'apprentissage dans l'entreprise (désormais désigné obligatoirement dans le cadre des contrats en alternance) ;
- la définition des procédures pour analyser et coordonner les besoins de formation correspondant aux contrats de professionnalisation, aux contrats d'apprentissage, aux préparations opérationnelles à l'emploi (POE) et aux périodes de professionnalisation ;
- les conditions de prise en charge de la participation aux jurys d'examen des CQP, CQPI, VAE...

Contrat de professionnalisation

Considérant les attentes des TPE-PME ainsi que celles des jeunes et des demandeurs d'emploi pour l'accès à la qualification, il convient de renforcer le développement tant du contrat de professionnalisation que du contrat d'apprentissage, dans un esprit de complémentarité.

Durée du contrat

Le contrat de professionnalisation peut être conclu à durée déterminée (entre 6 et 12 mois minimum) ou à durée indéterminée comportant au début une période de professionnalisation d'une durée égale à celle précitée.

La durée minimale du contrat de professionnalisation à durée déterminée ou de l'action de professionnalisation en début de contrat de professionnalisation à durée indéterminée peut être allongée jusqu'à 24 mois pour les personnes sorties du système éducatif sans qualification professionnelle reconnue et les bénéficiaires d'un minimum social.

Elle peut aussi être allongée jusqu'à 24 mois pour d'autres bénéficiaires ou lorsque la nature des qualifications l'exige.

Ces bénéficiaires et la nature de ces qualifications sont déterminés par accord signé par les branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires et, à défaut, par la commission paritaire nationale d'application de l'accord prévue à l'article 14.

Durée des actions de formation et assimilées

La durée des actions de formation et assimilées (évaluation, accompagnement et enseignements) peut être portée au-delà de 25 % (de la durée totale du contrat ou de la période de professionnalisation en cas de contrat à durée indéterminée) pour certaines catégories de bénéficiaires ou lorsque la nature de la qualification prévue l'exige.

Ces bénéficiaires et la nature de ces qualifications sont déterminés par accord signé par les branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires et, à défaut, par la commission paritaire nationale d'application de l'accord prévue à l'article 14.

Forfait horaire modulable

La prise en charge du contrat de professionnalisation est opérée par l'OPCA sur la base d'un forfait horaire fixé par accord de branche ou, à défaut, par la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA) prévue à l'article 14.

Les contrats de professionnalisation conclus par des entreprises relevant de branches professionnelles ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte de leur contribution au développement de la formation professionnelle continue et constituées en sections professionnelles au sein d'AGEFOS PME sont régis par les règles *ad hoc* fixées dans les accords signés par les branches professionnelles.

Il en va de même des contrats conclus par des entreprises ou groupes ayant par accord collectif désigné AGEFOS PME qui sont régis par les règles *ad hoc* fixées dans les accords signés par ces entreprises ou groupes.

Période de professionnalisation

Afin de développer la période de professionnalisation pour notamment améliorer la qualification professionnelle au sein des TPE-PME, les règles suivantes sont appliquées :

Forfait horaire modulable

La prise en charge des périodes de professionnalisation est opérée par l'OPCA sur la base d'un forfait horaire fixé par accord de branche ou, à défaut, par la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA) prévue à l'article 14.

Les périodes de professionnalisation réalisées par des entreprises relevant de branches professionnelles ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte de leur contribution au développement de la formation professionnelle continue et constituées en sections professionnelles au sein d'AGEFOS PME sont régies par les règles *ad hoc* fixées dans les accords signés par les branches professionnelles.

Il en va de même des périodes réalisées par des entreprises ou groupes ayant par accord collectif désigné AGEFOS PME qui sont régies par les règles *ad hoc* fixées dans les accords signés par ces entreprises ou groupes.

10.4. Compte personnel de formation (CPF) et son abondement financier

Elaboration des listes de formations éligibles au CPF

Formations menant à des qualifications transversales ou sanctionnées par des « certifications métiers » d'entreprises adhérentes à l'AGEFOS PME et ne relevant d'aucune branche professionnelle.

Afin de faciliter la mise en place du compte personnel de formation pour les salariés des entreprises adhérentes à l'AGEFOS PME dès le 1^{er} janvier 2015 et conformément à la possibilité ouverte par l'article L. 6323-16 (1°) du code du travail, la CPNAA est chargée d'établir cette liste.

Outre cette première liste, les listes de formation établies par les CPNEFP des branches professionnelles du champ d'intervention de l'AGEFOS PME sont communiquées au conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles et à la Caisse des dépôts et consignations selon les principes arrêtés par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME pour la publication. Elle sont également transmises à l'ensemble des associations de gestion paritaires territoriales, des sections professionnelles paritaires et des établissements de gestion dédiés dès retour du contrôle de légalité opéré par l'Etat.

La commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA prévue à l'article 14) actualise régulièrement sa liste des formations éligibles au CPF dans les conditions légales et réglementaires prévues.

Conditions d'abondement du CPF

En complément des politiques d'abondement décidées par les branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires ou par les entreprises au titre de leur plan de formation, le conseil d'administration national détermine la politique d'abondement du compte personnel de formation, y compris en ce qui concerne la définition des publics prioritaires.

Le financement de cette politique d'abondement relève de la responsabilité du conseil d'administration national.

10.5. Dispositions en faveur de l'emploi

Dans le champ d'intervention de l'AGEFOS PME et dans le cadre des principes énoncés par le conseil d'administration national, l'action de l'AGEFOS PME a pour objectif :

- d'apporter une expertise concernant l'offre de formation locale pour répondre à des besoins ciblés qui ne peuvent être résolus par l'offre de formation régionale conventionnée ;
- d'accompagner, au plus près des territoires, les reconversions professionnelles et soutenir les transitions ;
- d'anticiper l'évolution des compétences et les besoins en recrutement par une connaissance approfondie et opérationnelle des TPE-PME dans les territoires ;
- de valoriser et d'accroître le recours au contrat de professionnalisation et au contrat d'apprentissage pour les différents publics concernés.

Dans ce cadre, l'AGEFOS PME peut ainsi participer au cofinancement de la formation :

- des jeunes et des demandeurs d'emploi concluant avec une entreprise adhérente un contrat de professionnalisation ;
- des demandeurs d'emploi en amont de leur recrutement, dans le cadre de la préparation opérationnelle à l'emploi individuelle, mais également dans le cadre de la préparation opérationnelle à l'emploi collective sur la base des besoins identifiés au niveau territorial ;
- des salariés visés par un licenciement pour motif économique ayant accepté le contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

Concernant spécifiquement la POE, pour contribuer à la mise en œuvre des nouvelles dispositions introduites à l'article L. 6332-16-1, le conseil d'administration national détermine les conditions générales de prise en charge pour des actions cofinancées par le FPSPP ou financées sur les fonds mutualisés de la section « professionnalisation ».

10.6. Mission de prospective sur l'évolution des métiers et des qualifications

L'action de l'AGEFOS PME dans le cadre de la prospective sur l'évolution des métiers et des qualifications s'exerce notamment par le biais :

- des observatoires paritaires de branche. Ceux-ci ont notamment pour mission de faciliter l'élaboration des priorités sectorielles et intersectorielles au plan national en matière de qualification professionnelle, en particulier dans le cadre de « secteurs d'activité économique » présents dans le périmètre de l'OPCA ;
- d'une offre de services de GPEC territoriale. Celle-ci a notamment pour objet un soutien à l'élaboration des priorités sectorielles, intersectorielles et transversales au plan territorial en matière de sécurisation des parcours et de développement territorial.

Ainsi, l'action de l'AGEFOS PME vise à favoriser :

- l'harmonisation des travaux menés entre les branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires et entre les associations de gestion paritaires territoriales en vue de permettre une optimisation des moyens et une « capitalisation des expériences » ;
- les politiques de sécurisation des salariés dans leur parcours professionnel.

Les protocoles d'accord conclus entre AGEFOS PME et les branches professionnelles organisées en sections professionnelles paritaires et les conventions de délégation conclues entre AGEFOS PME et les associations de gestion paritaires territoriales fixent un cadre à cette action.

10.7. Politiques de partenariats et de cofinancements

Partenariat avec les offreurs de formation et les prestataires de conseil en formation

Compte tenu des nouvelles missions confiées aux OPCA par les nouvelles dispositions législatives en matière de vérification de la capacité du prestataire à dispenser une « formation de qualité » (art. L. 6316-1 du code du travail) et pour lutter contre les dérives thérapeutiques et sectaires, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME fixe les conditions de mise en œuvre d'une politique visant à :

- garantir à l'entreprise et aux stagiaires une prestation de qualité et une politique tarifaire correspondante ;
- formaliser les acquis de la formation à l'issue de celle-ci et, par la suite, sur le poste de travail ;
- mettre en place un processus d'alerte sur des pratiques « déviantes » des prestataires de formation et de conseil.

Recherche de cofinancements extérieurs

Afin de renforcer les moyens financiers nécessaires au développement de projets de formation dans les TPE-PME, le conseil d'administration national prend les décisions nécessaires à l'accroissement des cofinancements émanant des acteurs concernés : Etat, conseils régionaux et autres collectivités territoriales, Europe, fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, AGEFIPH...

Dans ce cadre, ces partenariats feront l'objet de conventions équilibrées détaillant les engagements de chaque partie et les moyens associés. Ils seront validés par les instances paritaires *ad hoc*.

10.8. Politiques d'emploi et de formation aux niveaux national et régional

Le conseil d'administration national définit les orientations politiques de l'AGEFOS PME en matière de politique d'emploi et de formation professionnelle.

Dans le cadre de ces orientations, il précise les conditions dans lesquelles AGEFOS PME peut contribuer techniquement aux travaux menés par les instances de pilotage paritaires et multipartites (CNEFOP, CREFOP, COPANEF, COPAREF) en lien avec les réalités économiques et sociales rencontrées sur les territoires.

Article 11

Ressources du fonds d'assurance formation

Les ressources de l'OPCA AGEFOS PME sont les suivantes :

- les contributions financières obligatoires légales et conventionnelles versées par les entreprises au titre du développement de la formation professionnelle continue ;
- les contributions volontaires versées par les entreprises ;
- la taxe d'apprentissage et la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) ;
- les subventions et contributions spécifiques de l'Union européenne, de l'Etat, des régions et des départements ;
- d'autres contributions et versements conformes à l'objet social de l'OPCA AGEFOS PME, en particulier ceux provenant du FPSPP (fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels) ;
- les dons versés à l'AGEFOS PME et les revenus des sommes placées dans les établissements financiers.

Les ressources de l'OPCA sont déposées auprès des établissements financiers agréés par le conseil d'administration national d'AGEFOS PME et, dans le cadre de la délégation de compétence qui leur est consentie selon les termes de la convention de délégation visée à l'article 2, par les conseils d'administration des associations de gestion paritaires territoriales, en conformité avec la législation en vigueur.

Article 12

Comptabilité nationale et territoriale. – Trésoriers. – Bilan national des associations de gestion paritaires territoriales. – Commissaires aux comptes

La comptabilité de l'AGEFOS PME est tenue conformément au règlement relatif au plan comptable en vigueur, applicable aux organismes paritaires collecteurs agréés pour la collecte et la gestion des contributions des entreprises versées au titre de la formation professionnelle continue ainsi qu'au règlement CRC 99.02 relatif à l'élaboration de comptes combinés.

Les sommes collectées au titre des différentes contributions des entreprises (légales, conventionnelles, volontaires) font l'objet d'une comptabilité distincte.

Le règlement comptable de l'OPCA est obligatoirement appliqué par les associations de gestion paritaires territoriales qui doivent présenter en réponse à toute demande de l'AGEFOS PME, conformément aux dispositions et procédures précisées par la convention de délégation, les pièces justificatives servant à la tenue de la comptabilité.

Le bureau du conseil d'administration national et les conseils d'administration des associations de gestion paritaires territoriales délèguent, sous leur contrôle, aux trésoriers agissant paritairement le contrôle des opérations comptables, dans le respect des budgets votés.

Les bilans, comptes de résultats et annexes des associations de gestion paritaires territoriales sont arrêtés par leur conseil d'administration et approuvés par leur assemblée générale.

L'assemblée générale décide de l'affectation du résultat comptable de l'association sur la base des propositions du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale, en conformité avec les procédures comptables internes précisées dans la convention de délégation.

Les comptes annuels et les comptes combinés de l'OPCA dont le périmètre intègre les associations de gestion paritaires territoriales sont arrêtés par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME et approuvés par l'assemblée générale de l'OPCA qui, sur la base des propositions du conseil d'administration national de l'OPCA, décide de l'affectation du résultat comptable de chacune des activités de formation gérée. Les comptes combinés de l'OPCA sont présentés aux autorités administratives chargées de la formation professionnelle.

L'assemblée générale de l'AGEFOS PME nomme pour 6 ans un commissaire aux comptes agréé et son suppléant, chargés de certifier la sincérité et l'exactitude des comptes de l'AGEFOS PME.

Les assemblées générales des associations de gestion paritaires territoriales nomment pour 6 ans, après avis préalable du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, un commissaire aux comptes agréé chargé de certifier la sincérité et l'exactitude des comptes avant leur intégration dans la combinaison de comptes de l'AGEFOS PME.

En application de l'article L. 6332-2-1 du code du travail, les commissaires aux comptes (national et territoriaux) établissent un rapport spécial relatif aux mandats d'administrateur visé par cet article.

En application de l'article L. 612-5 du code de commerce, les commissaires aux comptes (national et territoriaux) établissent un rapport spécial sur les conventions réglementées.

Toute organisation signataire de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME peut avoir accès une fois l'an aux pièces comptables, éventuellement assistée d'un expert-comptable de son choix. Les périodes d'accès sont fixées par le bureau du conseil d'administration national et les conseils d'administration des associations de gestion paritaires territoriales.

Article 13

Financement du fonctionnement

De l'AGEFOS PME au niveau national.

Des associations de gestion paritaires territoriales.

Des sections professionnelles paritaires.

Remboursement des frais liés à la tenue des instances paritaires de l'OPCA.

A. – Financement du fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national

Le fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national (incluant les établissements de gestion dédiés) est financé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le montant et les modalités de ce financement sont fixés annuellement par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME en tenant compte des dispositions de la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'Etat.

B. – Financement du fonctionnement des associations de gestion paritaires territoriales

Le fonctionnement des associations de gestion paritaires territoriales, dont les modalités sont définies dans le cadre de la convention de délégation, est financé par une rémunération allouée par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME sur les contributions des entreprises collectées par chacune des associations de gestion paritaires territoriales.

Le montant et les modalités de cette rémunération sont fixés annuellement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, conformément aux objectifs par lui fixés en application de la convention de délégation.

C. – Financement du fonctionnement des sections professionnelles paritaires

Le financement du fonctionnement des sections professionnelles paritaires est assuré par l'AGEFOS PME au niveau national ou, par délégation, par les associations de gestion paritaires territoriales de l'AGEFOS PME, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le montant et les modalités de ce financement sont fixés par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, conformément aux objectifs par lui fixés.

D. – Remboursements des frais liés à la tenue
des instances paritaires de l'OPCA

L'OPCA AGEFOS PME, dans le respect des dispositions légales en vigueur, rembourse, sur présentation des justificatifs, les frais de déplacement, de séjour et de restauration engagés par les représentants des confédérations signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, gestionnaires de l'AGEFOS PME, qui siègent dans les instances paritaires nationales et territoriales de l'OPCA. Ces remboursements s'effectuent selon un barème fixé annuellement par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Les dispositions applicables en la matière sont détaillées dans les statuts nationaux et le règlement intérieur national.

Article 14

Commission paritaire nationale d'application de l'accord

Commission paritaire nationale d'application de l'accord

Les parties signataires décident de mettre en place au niveau national une commission paritaire nationale d'application du présent accord.

Elle est composée, à parité, des deux collèges. Chacun des collèges est composé de cinq titulaires et de cinq suppléants. Les membres du collège patronal sont désignés par la CGPME. Les membres du collège salariés sont désignés, à égalité pour chacune d'entre elles, par les confédérations syndicales représentatives de salariés signataires de l'accord constitutif de l'AGEFOS PME.

Elle est présidée, alternativement tous les 2 ans, par un représentant d'un des deux collèges. Les représentants des deux collèges sont désignés par leur collège respectif. Le collège qui n'assume pas la présidence désigne la vice-présidence de la commission.

Elle se réunit en tant que de besoin, et en tout état de cause au moins une fois par an, sur demande d'un seul collège formulée par écrit auprès du président de la commission.

Les décisions prises par la commission paritaire nationale d'application de l'accord le sont à la majorité, par collège, des membres présents ou représentés. Chacun des membres peut détenir un pouvoir.

Pour ses travaux, la commission paritaire nationale d'application de l'accord s'appuie sur les moyens techniques de l'AGEFOS PME.

Missions de la commission paritaire nationale d'application de l'accord

Cette commission assume les missions suivantes :

- définir, valider et mettre à jour :
 - d'une part, conformément à l'article 10.3 du présent accord, les catégories de personnes bénéficiant, dans le cadre du contrat de professionnalisation, d'actions de formation et assimilées allant au-delà de 25 % de la durée totale du contrat ;
 - d'autre part, conformément à l'article 10.3 du présent accord, les bénéficiaires et la nature des qualifications pour lesquels la durée minimale du contrat de professionnalisation peut être allongée jusqu'à 24 mois ;
- déterminer, conformément à l'article 10.3 du présent accord, les priorités retenues en matière de contrat de professionnalisation et les forfaits horaires de prise en charge dans le cadre du contrat et de la période de professionnalisation ;
- établir et mettre à jour, conformément à l'article 10.4 du présent accord, la liste des formations éligibles au compte personnel de formation suivant des critères définis paritairement par elle.

Pour déterminer les règles et orientations qu'elle formule dans le cadre de ses missions, la commission paritaire nationale d'application de l'accord prend en compte la dimension territoriale et la réalité de la décentralisation.

Pour cela, elle s'appuie sur les travaux et les réflexions des instances paritaires de l'AGEFOS PME, notamment les instances paritaires territoriales et les observatoires de branche prévus à l'article 10.6.

Les instances paritaires territoriales mettent en œuvre ces règles et orientations, dans le cadre du fonctionnement institutionnel défini par les textes constitutifs de l'OPCA, par le biais de la convention de délégation, selon des modalités et, si nécessaire, avec des adaptations, qu'elles prévoient, sauf en ce qui concerne les listes de formations éligibles au compte personnel de formation.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME prend en compte les orientations élaborées par la commission paritaire nationale d'application de l'accord et met en œuvre les moyens nécessaires à leur application.

Article 15

Révision

Le présent accord et l'annexe I (Statuts nationaux) peuvent être révisés, à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, une négociation doit s'engager dans un délai de 1 mois.

Les annexes citées dans le présent accord relatives à la convention de délégation et aux statuts territoriaux sont élaborées par le conseil d'administration national dans le respect des principes généraux énoncés dans l'accord national constitutif et du décret n° 2011-1427 du 2 novembre 2011 relatif aux conventions de délégation de mise en œuvre des décisions de gestion pouvant être conclues par un OPCA.

Elles peuvent être révisées par l'assemblée générale de l'AGEFOS PME, à la demande d'une des parties signataires, et ce conformément à l'application du présent accord.

Les autres textes associés aux statuts nationaux et aux statuts territoriaux relèvent de la pleine et entière responsabilité du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME dans le respect des principes généraux énoncés dans l'accord national constitutif.

Article 16

Cessation d'activité du fonds d'assurance formation

En cas de cessation d'activité, pour quelque cause que ce soit, les biens d'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doivent être dévolus, sur décision du conseil d'administration national de l'OPCA, à un ou des organismes de même nature.

Fait à Paris, le 6 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CGPME.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.

ANNEXE

Dispositions annexes relatives au financement des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel, à titre transitoire en 2015 (versement au FONGEFOR)

Conformément aux règles transitoires édictées par la DGEFP, ce financement est encore assuré en 2015 sur la base de la collecte des contributions des entreprises effectuées avant le 1^{er} mars 2015 assises sur les salaires versés en 2014, selon les dispositions légales existantes avant la loi du 5 mars 2014.